

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement

Dont le siège se situe :

2 rue Antoine Charial

CS 33927

69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

**Fourniture d'un accélérateur de particules générant
des rayons X pour l'examen radiographique de struc-
tures en béton et prestations associées**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

référence : 26-001_M

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1 – Objet.....	4
1.2 – Décomposition en lots.....	4
1.3 – Procédure, forme du marché.....	4
1.4 – Clauses environnementales.....	4
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 - DELAI D’EXECUTION ET PROLONGATION.....	5
4.1 – Délai d’exécution concernant la fourniture de l’accélérateur.....	5
4.2 – Prolongation du délai d’exécution.....	6
4.3 – Délai d’exécution concernant les prestations à bons de commande.....	6
ARTICLE 5 - CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS D’EXÉCUTION.....	6
6.1 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA.....	6
6.2 – Responsable désigné par le titulaire.....	6
6.3 - Livraison.....	6
6.4 – Qualité de l’équipement.....	7
6.5 – Emballage.....	7
6.6 – Transfert de compétences.....	7
ARTICLE 7 - PENALITES.....	7
ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHE.....	8
8.1 – Nature du prix.....	8
8. 2 – Contenu des prix.....	8

8.3 – Actualisation des prix.....	8
ARTICLE 9 - TRANSFERT DE PROPRIETE.....	9
ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
10.1 – Avance.....	9
10.2 – Acomptes - solde.....	9
10.3 – Demandes de paiement.....	10
10.4 – Modalités de règlement.....	10
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE.....	11
11.1 – Information et conseil.....	11
11.2 – Confidentialité.....	11
11.3 – Déclarations.....	11
ARTICLE 12 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	12
12.1 – Mise en ordre de marche de l'accélérateur (MOM).....	12
12.2 – Vérification d'aptitude de l'accélérateur (VA).....	12
12.3– <i>Vérifications – admission des prestations à bons de commande</i>	13
Vérifications quantitatives.....	13
Vérifications qualitatives.....	13
ARTICLE 13 – GARANTIE.....	13
ARTICLE 14 - RESPONSABILITE.....	14
ARTICLE 15 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHE.....	15
16.1 – Résiliation sans faute.....	15
16.2 – Résiliation pour faute.....	15
ARTICLE 17 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'acquisition d'un accélérateur de particules générant des rayons X pour l'examen radiographique de structures en béton et des prestations associées pour le site Cerema Centre Est situé à BRON (69).

La description du matériel et ses spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 – Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

1.3 – Procédure, forme du marché

Le marché a été passé suite à une procédure formalisée d'appel d'offres conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un marché mono-attributaire mixte comportant :

-une part de prestations forfaitaires conclue à prix global et forfaitaire intégrant

-La fourniture et la livraison d'un accélérateur de particules avec :

Un émetteur ;

Un système de commande filaire ;

Un système de commande sans fil ;

Un système de signalisation sonore et visuelle ;

Un appareil d'alignement ;

Un système externe de mesure de dose de rayonnement cumulée (dosimètre externe)

-des formations destinées à l'utilisation et à la maintenance préventive et curative de premier niveau comme indiqué dans le CCTP

-Une durée de garantie minimum de 3 ans

-une part de prestations à bons de commande conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 10 000 € H.T. intégrant :

-la fourniture des pièces d'usure nécessaires pour la maintenance préventive et curative de premier niveau

-des séances de formation supplémentaires le cas échéant

1.4 – Clauses environnementales

Le titulaire met en place toutes les mesures limitant au maximum l'impact carbone liées à l'exécution du marché comme déclinées dans son mémoire technique.

Ces mesures concernent autant la partie conception, réalisation ou encore livraison des différents matériels objets du marché.

En outre le titulaire doit s'assurer que les divers pièces et composants sont facilement accessibles, réparables et remplaçables à l'aide d'outils disponibles dans le commerce assurant une capacité de réparation, réutilisation et amélioration des produits.

ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de la date de notification.

-s'agissant des prestations forfaitaires, le délai d'exécution part de la date de notification jusqu'à la date d'admission attestant de l'exécution de la totalité des prestations, conformément au planning détaillé d'exécution

- S'agissant de la partie à bons de commande le marché prend effet à compter de la date d'effet d'admission de l'accélérateur pour une période de 3 ans

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière regroupant la décomposition des prestations forfaitaires et le bordereau des prix unitaires;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- L'offre technique du titulaire .

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION

4.1 – Délai d'exécution concernant la fourniture de l'accélérateur

Dès la notification du marché les parties se réuniront afin d'élaborer un planning d'exécution détaillé relatif aux prestations forfaitaires relatives à la fourniture de l'accélérateur.

Ce planning tient compte des contraintes de chacune des deux parties (délais de livraison, formation,etc ...) et détaillera toutes les étapes préalables à la livraison ainsi que les étapes de vérifications (MOM et VA) telles que décrites à l'article 6 du CCTP.

Le planning est ensuite notifié par l'acheteur au titulaire qui dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception dudit planning pour émettre des observations. A défaut de signature par le titulaire le planning est réputé accepté par ce dernier. Le non-respect du planning de livraison est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues par l'article 7 du présent CCAP.

4.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G FCS.

4.3 – Délai d'exécution concernant les prestations à bons de commande

Les délais sont indiqués dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 5 - CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Quand, pour la définition des spécifications techniques demandées, le CCTP fait référence à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les offres qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION

6.1 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA

Le suivi technique est assuré par la Direction Territoriale Centre Est. Le nom de l'interlocuteur sera désigné à la notification du marché.

6.2 – Responsable désigné par le titulaire

Un interlocuteur unique, ou un interlocuteur par site, est désigné par le titulaire au représentant du CEREMA. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CEREMA. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

6.3 - Livraison

La livraison devra être réalisée dans le délai contractuel prévu par le planning détaillé d'exécution et devra être effectuée sur le site de BRON à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Direction territoriale Cerema Centre-Est

25, avenue François Mitterrand - CS 92803
69674 Bron Cedex

La date de livraison sera établie d'un commun accord entre le CEREMA et le titulaire. La livraison du matériel devra être effectuée franco de port et d'emballage sur le site. Les matériels livrés doivent être accompagnés d'un bon de livraison émanant du titulaire.

6.4 – Qualité de l'équipement

L'équipement livré doit être conforme aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et des normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Le matériel livré sera neuf, non reconditionné. Il ne s'agit pas d'un prototype mais d'un matériel déjà commercialisé.

6.5 – Emballage

Conformément à l'article 20.2.1 du CCAG/FCS, le titulaire reste propriétaire de ses emballages et à ce titre devra assurer l'évacuation de ses emballages vers une décharge.

6.6 – Transfert de compétences

Le titulaire doit par ses conseils techniques, le concours temporaire de son personnel ainsi que par la communication de tous procédés de travail et de savoir-faire qui pourraient être utilisés par lui dans l'exécution de ses prestations, aider les agents du CEREMA dans l'optimisation de l'exploitation du matériel.

A cette fin, le titulaire devra fournir l'ensemble de la documentation relative au fonctionnement et à l'entretien du matériel objet du marché.

Une formation à l'utilisation et l'entretien du matériel livré sera dispensée par le titulaire comme spécifié dans le CCTP.

La durée, les modalités et le contenu de la formation sont décrites dans l'offre technique du titulaire.

ARTICLE 7 - PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Le titulaire encourt les pénalités prévues au contrat dès lors que les défaillances constatées lui sont imputables.

Pour le calcul des pénalités décrites ci-dessous, le délai est fixé en jours ouvrés, hors samedi, dimanche et jour férié.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et plafonnées à 10 % du montant des prestations forfaitaires, et ce sur la durée du marché.

En cas de non-respect des délais indiqués dans le planning détaillé d'exécution, le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard de 80€ / jour net de taxes.

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de fermeture des frontières du pays d'origine du matériel ou Françaises ou en cas d'impossibilité pour le fournisseur de livrer en raison des transporteurs. Le titulaire devra alors prouver de cette impossibilité.

Pendant la période de garantie, en cas de durée d'indisponibilité du matériel dépassant une période de 1 mois calendaire, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 200 € HT par jour de retard.

En cas d'immobilisation dépassant le seuil susvisé, si le titulaire est en mesure de proposer une solution de prêt d'équipement équivalent, la pénalité sera alors limitée au nombre de jours non couverts par ledit prêt.

En cas de retard dans le délai de livraison des pièces objets d'un bon de commande ou en cas de non respect de date de formation prévue, le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard de 80€ / jour net de taxes.

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ

8.1 – Nature du prix

Le marché est conclu :

- à prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement pour les prestations forfaitaires
- à prix unitaire pour les prestations à bons de commande.

8. 2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport (frais de douane inclus) jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Le titulaire prend en charge tous les frais associés à la livraison : incoterm DDP.

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

8.3 – Actualisation des prix

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, fixé dans le règlement de consultation. Ce mois est appelé « mois zéro MO».

Les prix sont fermes et actualisables. Les prix seront actualisés si plus de trois mois s'écoulent entre la date de remise des offres mentionnée dans le règlement de consultation et la date de notification du marché selon la formule suivante :

$$P = Po * (I/Io)$$

dans laquelle :

-P est le prix actualisé

-Po est le prix initial du marché en date de valeur mois M0

-Io = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

-I = Valeur de l'index de référence I prise au mois de notification moins 3 mois

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français CPF 33.20-Installation de machines et d'équipements industriels

Le titulaire transmet les prix actualisés avec la valeur des indices du mois « Mzéro » et du mois M-3 à l'adresse suivante :

Centre financier mutualisé Bron : cymb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

ARTICLE 9 - TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété est réalisé à la date d'effet de l'admission des prestations. Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des équipements fournis au titre du marché.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS.

10.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre, suivant les dispositions prévues par le code de la commande publique.

Le montant de l'avance est de 10 % du montant des prestations forfaitaires. L'avance n'est ni révisable, ni actualisable

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent comme suit :

-70 % du montant de l'avance est récupéré à la date d'effet de la MOM

-30 % du montant de l'avance est récupéré à la date d'effet de la VA.

10.2 – Acomptes - solde

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

-S'agissant des prestations forfaitaires relatives à la fourniture de l'accélérateur les demandes de paiement sont adressés à l'acheteur après chaque notification de décision et selon la répartition suivante :

- ↳ 70% à la date d'effet de la Mise en Ordre de Marche (MOM),
 - ↳ 30% à la date d'effet de la Vérification d'Aptitude (VA)
- S'agissant des prestations sur bons de commande, les demandes de paiement interviendront après exécution et décision d'admission.

10.3 – Demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(mention obligatoire),
- le numéro du marché (mention obligatoire),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- FCS ,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET de la direction émettrice,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Dans le cadre de la démarche de réception dématérialisée des factures, toutes les entreprises doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de n° de marché, et de service exécutant Chorus provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

10.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. L'acheteur règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.
Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la direction indiquée dans le bon de commande.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE

11.1 – Information et conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du CCTP.

11.2 – Confidentialité

Le titulaire s'engage à respecter l'obligation de confidentialité des informations et documents dont il a connaissance aux fins de l'exécution des prestations et dont il ne rend compte qu'aux personnes habilitées.

11.3 – Déclarations

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution

des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

ARTICLE 12 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

↳ Prestations forfaitaires :

Le présent article déroge aux articles 27, 28, 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'admission est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité sans réserves des prestations aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de la vérification d'aptitude (VA) de l'équipement, telle que décrite ci-après.

12.1 – Mise en ordre de marche de l'accélérateur (MOM)

Les opérations de vérifications sont décrites dans le CCTP à l'article 6.

Une fois que l'ensemble des vérifications aura été effectué, que l'ensemble des formations aura été réalisé et que toute la documentation exigée aura été remise, l'acheteur prononcera la mise en ordre de marche (MOM) qui sera notifiée au titulaire avec prise d'effet à la date indiquée dans ledit document.

Si les vérifications épreuves ne sont pas satisfaisantes, l'acheteur établit une attestation de non-conformité dont une copie est adressée au titulaire. La MOM est ajournée et le titulaire doit notifier une nouvelle fois la fin de la livraison dans les conditions décrites ci-avant lorsqu'il estime avoir levé les non-conformités signalées. Il est précisé que le titulaire encourt les pénalités de retard prévues au présent marché.

12.2 – Vérification d'aptitude de l'accélérateur (VA)

Cette phase a pour objet de contrôler l'ensemble des équipements sur le plan fonctionnel.

Elle aura lieu dans un délai maximal de 3 mois après la date de la MOM.

Pendant ce délai, le titulaire peut participer sur demande du Cerema à la vérification de l'ensemble des fonctionnalités de l'équipement, pour la réalisation de tests réels. Cette vérification concerne essentiellement les performances attendues au titre du présent contrat.

A l'issue de cette période :

- Soit l'acheteur établit un certificat de conformité valant acceptation de la vérification d'aptitude à la date indiquée dans le ledit certificat
- Soit en cas de non atteinte des performances contractuelles attendues, l'acheteur prend une décision de rejet. A cet effet, il adresse au titulaire un certificat de non-conformité l'invitant à présenter à nouveau les prestations mises au point dans un délai fixé dans le certificat. Lorsque le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, l'acheteur dispose de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations. Il est précisé que le titulaire encourt les pénalités de retard prévues au marché.

↳ Prestations sur bons de commande :

12.3– Vérifications – admission des prestations à bons de commande

Le présent article déroge aux articles 30-2, 30-3, 30-4 et 30-5 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la personne désignée par l'acheteur, au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à l'article 27.2.1. du CCAG, aucun frais de vérification n'est dû par l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérifications, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution de la prestation.

VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'acheteur pourra mettre le titulaire du marché en demeure :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison, dans le cas contraire, dans les délais qui lui sont prescrits, à concurrence de la quantité totale prévue sur le bon de commande. Il est précisé que le titulaire encourt les pénalités de retard prévues au présent marché.

VÉRIFICATIONS QUALITATIVES

En cas d'insuffisance touchant à la salubrité, il y aura une décision systématique de rejet.

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande régulièrement passée, l'acheteur pourra :

- Soit procéder à l'ajournement ; la fourniture devra alors faire l'objet sous délai des mises au point préconisées.
- Soit la refuser totalement ou partiellement ; Elle doit être alors immédiatement remplacée.
- Soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un commun accord ; Le défaut d'accord entraînant le rejet de la fourniture.

ARTICLE 13 – GARANTIE

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, les prestations forfaitaires font l'objet d'une garantie de 3 ans minimum (pièces, main d'œuvre et déplacement).

Le point de départ du délai de garantie est la date d'effet de l'admission. Si la garantie constructeur est supérieure, elle s'appliquera.

Cette garantie inclut toutes les réparations nécessaires, voire le remplacement de certains éléments faisant partie intégrante du système ainsi que les opérations qui y sont liées, pour remédier aux éventuels défauts constatés.

Si au titre de la garantie le titulaire ne respecte pas les délais mentionnés dans le CCTP, ou dans l'offre technique si ces derniers sont plus favorables à l'acheteur, alors le titulaire encourt les pénalités prévues au présent CCAP.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITE

Les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement ainsi que les opérations de transport depuis le départ de l'usine jusqu'au lieu de livraison relèvent de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique, de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence ou manquement dans l'exécution du marché ou tout autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter du commencement du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

16.1 – Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS.

16.2 – Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS, notamment en cas de non-respect des délais contractuels.

16.3- Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS. :

ARTICLE 17 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif du lieu de livraison.

Conformément à l'article 46 du CCAG FCS, le différend devra être préalablement réglé à l'amiable auprès du Comité Consultatif National du règlement amiable.